Réseau
Sortir du nucléaire

Réseau "Sortir du nucléaire"
9 rue Dumenge - 69317 Lyon
Tél : 04 78 28 29 22 Fax : 04 72 07 70 04
www.sortirdunucleaire.org

Fédération de plus de 930 associations et 60 000 personnes, agrée pour la protection de l'environnement

Source : https://www.sortirdunucleaire.org/Vite-des-infos-p-12

1er août 2010

Vite, des infos !

Superphénix, super gâchis

Présenté lors de son lancement en 1985 comme le fleuron du parc nucléaire français, le réacteur Superphénix de Creys Malville aura en réalité fonctionné moins de 200 jours à pleine puissance, alignant les pannes et les dysfonctionnements, les mises à l'arrêt et les autorisations de redémarrage. A l'arrêt définitif depuis 1998, son démantèlement passe par des chantiers aussi colossaux que dangereux tels le traitement du sodium qui assurait le refroidissement du circuit ou le démontage des pompes qui le brassaient. Maître de l'ouvrage comme de son démontage, EDF a annoncé début avril que l'usine qui neutralisera ce sodium est désormais en état de fonctionner comme le prouve le test mené sur 30 tonnes (sur 5 500 au total !) de ce produit hautement radioactif (car longtemps au contact du plutonium) et inflammable au contact de l'air. Le sodium traité est maintenant définitivement stocké dans des blocs de béton sur place. Pour ce chantier qui durera encore plusieurs dizaines d'années, Superphénix aura consommé bien plus d'énergie qu'il n'en aura jamais produit.

Le vrai prix du nucléaire…

Avec la réforme du marché de l'électricité, les tarifs pourraient augmenter selon la Commission de régulation de l'Energie (CRE). Selon elle, le projet de loi baptisé NOME (Nouvelle organisation du marché de l'électricité) provoquerait des hausses de tarifs de l'électricité de l'ordre de 7% à 11%. L'ancien président d'EDF demandait même 20% de hausse sur trois ans.
Pourquoi ce soudain besoin de financement ? Parce que dans un marché en train d'être "libéralisé", il n'est plus possible de donner des chiffres fantaisistes. Le coût de l'électricité nucléaire va augmenter parce que jusqu'à présent EDF a toujours minoré ses coûts, en particulier dans les domaines suivants :

- pour l'entretien du réseau électrique (aujourd'hui confié à RTE, qui reste public et loue ses lignes à EDF et aux nouveaux opérateurs)
- pour le coût de l'entretien du parc : les centrales vieillissantes coûtent de plus en plus cher. Vouloir poursuivre leur fonctionnement pose moins de difficultés politiques que de construire de nouveaux réacteurs, mais va nécessiter de coûteux frais d'entretien.
- pour le coût du démantèlement des réacteurs : la Cour des Comptes estime que les provisions mises de côté par EDF sont très insuffisantes (cela se chiffre en centaines de milliards d'euros !)

Pour le moment, EDF demande que l'on remonte le coût du MWh nucléaire de 34 à 42 euros. Parions que cela n'est qu'un début. En effet, AREVA, en difficulté économique, veut renégocier ses coûts de "retraitement" des déchets ; le suivi des déchets ne sera pas forcément comme aujourd'hui pris en charge par l'Etat (via l'ANDRA), le prix de l'uranium ne peut qu'augmenter du fait de sa raréfaction… et sans oublier qu'un accident peut venir ruiner tout cela (l'accident de Tchernobyl a coûté plus cher que la construction de l'ensemble du parc nucléaire français !)

L'AIE enfonce l'EPR

Le 25 mars 2010, l'Agence Internationale de l'Energie (AIE) et l'Agence Nucléaire de l'OCDE ont publié un rapport qui enfonce le réacteur EPR. Elles soulignent que l'électricité produite par l'EPR pourrait être bien plus chère que prévu, même en sous-estimant largement certains coûts et en faisant l'impasse sur d'autres. EDF affichait un prix de revient du MWh atomique actuel à 36€, mais vient de rehausser son estimation à 40€/MWh. Le rapport de l'AIE prévoit une fourchette de prix de production de 42 à 69€/MWh !

Source : Costs of Generating Electricity, International Energy Agency and Nuclear Energy Agency, édition 2010

Un coup de peinture verte sur le CEA !

Créé en 1945, le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) change de nom pour devenir le Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEAEA). Ses travaux sur le solaire, la valorisation de la biomasse et le stockage de l'énergie pour le transport ne pourront faire oublier le premier A de la nouvelle abréviation.

Payés pour économiser l'énergie

Il fallait y penser, un courtier en énergie américain l'a fait : vendre à des entreprises des crédits carbone obtenus sur les économies d'énergie réalisés par des particuliers. 2 000 ménages ont déjà signé afin d'être payés pour réaliser des économies d'énergie. Celles-ci seront constatées par l'examen de leurs factures de chauffage et/ou d'électricité. Le premier crédit a été vendu en janvier pour 21,50 dollars, dont 4,30 dollars de commission de courtage. Un système qui incite les particuliers à économiser l'énergie… mais accorde un droit de polluer aux industriels.

Victimes des essais nucléaires : la loi retourne en arrière

La loi pour la reconnaissance et l'indemnisation des victimes des essais nucléaires était à peine publiée au Journal officiel (6 janvier 2010), que les tractations pour en restreindre la portée se sont déroulées. D'abord, des rumeurs ont circulé visant à réduire de 18 à 13 le nombre de cancers reconnus comme imputables à l'exposition aux essais nucléaires. Ensuite, le projet de décret d'application réintroduit la notion de seuil pour ouvrir des droits à réparation, malgré son refus par les parlementaires, et opère un découpage des zones concernées par les retombées radioactives évitant les zones habitées, à l'image du nuage de Tchernobyl en 1986 s'arrêtant aux frontières de la France. Bref, à travers tout un dispositif technique, le ministre de la Défense s'octroie le pouvoir de décider qui a été — ou non — irradié. Seulement "quelques centaines de personnes", selon ses propos ! Un véritable droit à réparation pour l'ensemble des victimes reste à mettre en place.

Pour en savoir plus : https://www.aven.org/

C’est dit !...

"A partir du moment où, dans une entreprise sous-traitante, des syndicalistes commencent à organiser une section syndicale (...) il y a des remaniements en terme de restructuration économique qui font qu’ils vont être sur la liste des premiers licenciés de l’entreprise. Ainsi, les donneurs d’ordre que sont les exploitants du nucléaire peuvent à tout moment influencer la possibilité d’une organisation de contre-pouvoir au niveau des sous-traitants."
Annie Thébaud-Mony (Sociologue et directrice de recherche à l’INSERM, spécialiste de la santé au travail) sur France Inter, le 30 avril 2010.

Ostracisme, vous avez dit ostracisme ?

"Je ne comprends pas et je n’accepte pas l’ostracisme du nucléaire dans les financements internationaux, il y a là matière à scandale (...), il faut que la Banque mondiale, la Berd (Banque européenne pour la reconstruction et le développement) et les banques de développement s’engagent résolument dans le financement du nucléaire civil", a déclaré M. Sarkozy en ouverture de la conférence sur le nucléaire civil à l’OCDE à Paris en mars 2010.

Allemagne : 150 000 personnes mobilisées le 24 avril !

Le 24 avril, les Allemands ont frappé très fort pour rappeler à Angela Merkel leur refus catégorique d’une remise en question de la sortie du nucléaire, avec trois très grosses actions organisées dans tout le pays et près de 150000 personnes mobilisées.
A Ahaus (Rhénanie du Nord-Westphalie), une manifestation pour la fermeture du centre de stockage "provisoire" de déchets radioactifs a rassemblé près de 5 000 personnes. Près de 20 000 personnes ont encerclé la centrale vieillissante de Biblis, en Hesse. Selon la loi de sortie du nucléaire, ses deux réacteurs auraient dû fermer au plus tard en 2009 !
Enfin, une chaîne humaine de 120 kilomètres a rassemblé près de 120 000 personnes, qui ont relié les centrales de Brunsbüttel et Krümmel (près de Hamburg), dont les réacteurs ont sérieusement atteint l’âge de la retraite. Cette gigantesque mobilisation a réuni écologistes, syndicalistes, étudiants et familles. Plus de 200 bus et trois trains ont été spécialement affrétés.
Cette "réaction en chaîne" a envoyé un message clair à Angela Merkel qui devra maintenant en tenir compte. D’ailleurs, cette dernière n’a plus les coudées franches pour décider de la prolongation de la durée de vie des réacteurs : suite à une défaite électorale dans la région la plus peuplée d’Allemagne, son parti n’a plus la majorité au Bundesrat, le Conseil des Régions allemand.

18 septembre 2010 : Mobilisation transfrontalière contre la centrale de Cattenom

C’est une centrale française, mais là encore ce sont nos voisins allemands qui se mobilisent le plus ! Depuis plusieurs mois, des incidents très inquiétants se multiplient à la centrale de Cattenom (Moselle), tout près des frontières allemandes et luxembourgeoises : barres de commandes coincées, travailleur contaminé, inondation des salles... et dernièrement, fuite d’hydrogène ! "Curieusement", ces informations ne sont pas reprises dans les médias français, et ne font pas réagir l’Autorité de Sûreté Nucléaire (lire page 7)... Mais elles n’échappent pas à la vigilance de l’Initiative Citoyenne franco-allemande "Cattenom non merci". Celle-ci organise d’ailleurs une manifestation le 18 septembre prochain à Perl (tout près des frontières française et luxembourgeoise). Une date à retenir

dès maintenant !

Pour plus d'informations : cattenom-non-merci@online.de

L'Italie en actions !

En dépit de la volonté du peuple italien, qui avait décidé par référendum en 1987 de mettre fin à son programme nucléaire, Silvio Berlusconi continue de s'entêter dans sa folie des grandeurs atomiques. Début avril, un accord a été signé avec Nicolas Sarkozy, portant notamment sur la vente de 4 réacteurs EPR !
Heureusement, quelques affaires internes risquent de ralentir ces grands projets (entre autres, la démission de Claudio Scajola, ministre de l'Industrie et artisan de la relance du nucléaire). Et surtout, la mobilisation populaire italienne est plus dynamique que jamais. Pour le Chernobyl Day, près d'une centaine d'actions ont été organisées dans toute l'Italie : manifestations, conférences, longues banderoles déployées dans des lieux publics…

Grande-Bretagne : la relance du nucléaire est compromise

On croyait la Grande-Bretagne plus engagée que jamais dans les projets de nouvelles centrales. Mais les dernières élections ont rebattu les cartes. Pour la première fois, une députée verte a été élue au Parlement. Et surtout, les conservateurs doivent maintenant composer dans la coalition gouvernementale avec les libéraux-démocrates, opposés au nucléaire. Dans le nouveau gouvernement, ces derniers ont raflé des postes-clés, tels l'industrie ou l'environnement. Chris Huhne, Secrétaire d'Etat en charge de l'énergie et du changement climatique, est très clair : il n'y aura aucune subvention gouvernementale pour la construction de nouveaux réacteurs. Voilà qui devrait sérieusement compromettre la compétitivité de l'atome par rapport à l'éolien, ainsi que les ambitions d'EDF outre-Manche…

Renouveau de la résistance antinucléaire en Suisse

Le lundi de Pentecôte 24 mai, à Gösgen (Suisse), près de 4000 personnes ont manifesté sous un soleil radieux pour exiger un avenir renouvelable et non irradié, avec le soutien de nombreux militants allemands, autrichiens et français. Un beau rassemblement, festif et coloré… et quasiment sans présence policière !
Tout comme la France, la Suisse est confrontée au vieillissement de ses réacteurs nucléaires et à des projets de nouvelles centrales. Alors que, selon la Fondation Suisse de l'Energie, le passage aux renouvelables serait rapidement réalisable, ce ne sont pas moins de trois réacteurs qui sont en projet dans ce petit pays !
Ces constructions restent toutefois tributaires de l'accord des cantons, qui organiseront des référendums à cet effet en 2013. Mais le soutien de la population suisse à l'atome est loin d'être acquis, et il se pourrait bien que la belle mobilisation de Gösgen marque un renouveau de la contestation.